

L'Obs 16/09/21

Quand Anne Hidalgo, ainsi que toute la gauche, « déroutent » les enseignants

La promesse d'un doublement des salaires des profs laisse les syndicats plus que perplexes. D'autant qu'ils n'ont aucunement été consultés par la néocandidate socialiste. Le symptôme, selon eux, du lien érodé entre les partis de gauche et le monde enseignant.

Par [Gurvan Le Guellec](#)

Publié le [16 septembre 2021 à 07h00](#) Mis à jour le 16 septembre 2021 à 09h08

Temps de lecture 4 min

•

Où diable est-elle allée chercher cela ? On l'a beaucoup entendu depuis quelques jours, Anne Hidalgo a dégainé [une mesure choc](#) pour lancer sa campagne présidentielle : « multiplier par deux au moins » les salaires de tous les enseignants français d'ici la fin du prochain quinquennat, le « prix à payer pour transformer l'école et réduire le nombre de décrocheurs ». Malheureusement pour elle, la proposition, formulée dans son livre « Une femme française » (l'Observatoire) paru le 15 septembre, est loin de convaincre les principaux intéressés. Au-delà de la question du chiffrage (de 40 à 150 milliards d'euros, selon les estimations) qui a valu à la néocandidate une volée de bois vert – Jean-Luc Mélenchon allant même jusqu'à déplorer que le Parti socialiste (PS) ait « perdu sa culture de gouvernement » –, l'ensemble des syndicats juge la mesure maladroite ou inadaptée.

« Tous les enseignants doivent être revalorisés, certes, mais les besoins diffèrent selon les situations, il serait dommage de reproduire les inégalités en l'état », tempère ainsi Catherine Nave-Bekhti, au SGEN-CFDT. Des réserves partagées par Benoît Teste, à la tête de la FSU :

« On ne va pas cracher dans la soupe, mais cette annonce est quand même très déroutante. Comment justifier une augmentation pareille auprès des autres fonctions publiques ? Quelles seront les contreparties ? »

Benoît Teste déplore par ailleurs que les dysfonctionnements du système scolaire soient associés tacitement à un manque de motivation des enseignants.

« Ce n'était pas le meilleur message à faire passer. Bien sûr que les profs sont mal payés, mais tout ne se résume pas à l'équation salariale : il faut investir massivement sur les postes, les conditions de travail, la formation. C'est là aussi que se jouent l'échec scolaire et la perte d'attractivité du métier. »

Au PS, le secrétaire national chargé de l'Education, Yannick Trigance, cherche tant bien que mal à assurer le SAV de la candidate, même s'il n'est lui-même pour rien dans la mesure annoncée :

« Anne Hidalgo a fixé un objectif très fort, c'est tout à son honneur alors que les questions éducatives sont trop souvent ignorées lors de la présidentielle. Maintenant, il est évident que, une fois le cap fixé, il y a tout un travail d'affinage à faire pour savoir comment y arriver, à quel rythme, en priorisant quels secteurs. »

900 000 voix à conquérir

Interpellée sur l'ampleur de la mesure, la maire de Paris a précisé qu'on pourrait commencer par aligner le traitement des jeunes profs sur le salaire médian des diplômés bac + 5. Las, Catherine Nave-Bekhti, la patronne du SGEN-CFDT, a « sorti sa calculatrice de prof de sciences économiques et sociales » et s'est rendu compte que cet alignement était déjà un état de fait :

« Les diplômés du supérieur débutent à 1 700 euros net, c'est exactement le salaire d'un jeune prof. Or nous avons obtenu de Jean-Michel Blanquer qu'aucun enseignant ne soit payé moins de 2 000 euros. Faut-il comprendre que M^{me} Hidalgo reviendra sur cet engagement ? »

La suspicion des syndicats est d'autant plus grande que l'annonce les a pris de court. Personne n'a été contacté en amont – « *je m'en suis étonnée auprès de mes interlocuteurs au PS, on m'a répondu qu'il fallait attendre fin octobre pour que le projet soit finalisé. Bref, on fait le programme avant et on nous voit après, c'est un peu bizarre comme méthode* », ironise Frédérique Rolet, secrétaire générale sortante du SNES-FSU, majoritaire dans le secondaire. L'absence d'invitation à l'université d'été des socialistes n'est pas restée non plus inaperçue. « *Il faut croire que nous avons raté quelque chose en matière de lobbying : les partis de gauche, émettent clairement le signal qu'ils peuvent se passer de nous* », déplore Stéphane Crochet, au SE-Unsa.

Si l'on en croit les syndicats, les relations seraient en effet tout aussi distantes avec le reste des candidats de gauche. A l'exception du PCF toujours fidèle, c'est morne plaine, déplore-t-on à la FSU.

« Nous avons perdu nos contacts naturels chez LFI suite à une vague de départs au sein du parti. Quant à EELV, ils sont aux abonnés absents. Parmi les candidats à la primaire, seul Eric Piolle, d'ailleurs, a pris le soin de nous sonder sur nos priorités. »

Au SNUipp-FSU, principale organisation des enseignants du premier degré, on est un peu plus tendre avec le PS – « *c'est l'un des rares partis qui m'a sollicitée quand je suis arrivée à mon poste il y a un an et demi, et j'ai des contacts réguliers avec Yannick Trigance, affirme Guislaine David, sa secrétaire générale. En revanche, avec les autres, PCF y compris, les relations sont inexistantes* ». Bref, le fameux lien organique entre le monde enseignant et les partis de gauche n'est plus. Comme le souligne Guislaine David, les liens se font ou se défont sur des « *questions de personne* » et rien n'a été pensé et mis en place pour qu'il en soit autrement.

Etrange constat alors que les enseignants, traditionnellement marqués à gauche, constituent un vivier de près de 900 000 voix à reconquérir. En 2017, ils avaient voté à 38 % pour Emmanuel Macron. Un tropisme qui n'a pas échappé à... Xavier Bertrand, postulant au leadership de la droite française, dont la conseillère sociale fait méticuleusement le tour des organisations syndicales. Catherine Nave-Bekhti s'en étonne encore : « *C'est le seul candidat à nous avoir contactés jusqu'à présent.* »